



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METROPOLE DU GRAND NANCY

59 rue Marcel Brot
54000 Nancy

Références : 2026_0318
Code AIOT : 0006207488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement METROPOLE DU GRAND NANCY implanté 22 VIADUC JOHN F KENNEDY 54000 Nancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE DU GRAND NANCY
- 22 VIADUC JOHN F KENNEDY 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006207488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Métropole du Grand Nancy est autorisée à exploiter un atelier de réparation et d'entretien destiné à ses bus et trolleybus.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Prévention des risques et sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prescriptions propres à l'atelier d'entretien de véhicules	Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 40	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Keolis est délégataire depuis 2019 de l'exploitation du centre de bus urbain de la Métropole du Grand Nancy.

La visite d'inspection met en évidence des non-conformités. Des actions correctives sont demandées à l'exploitant, notamment concernant les installations électriques, les protections contre la foudre et le plan des zones à risque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : (...) L'installation électrique est maintenue en bon état. Elle est régulièrement contrôlée (...)
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée du 17 au 20 octobre 2025 (rapport daté du 20/10/2025).

<p>L'inspection relève plusieurs non-conformités, lesquelles, selon l'exploitant, sont intégrées dans un plan d'action en cours.</p> <p>Concernant le contrôle des installations électriques par thermographie, aucune non-conformité n'a été constatée (rapport du 25/10/2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à lever les non-conformités relevées lors du contrôle de 2025. L'exploitant devra également fournir, dès réception, le rapport du nouveau contrôle des installations, permettant d'attester de la bonne réalisation de la mise en conformité des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Prévention des risques et sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Le plan des zones à risques doit notamment faire apparaître les zones ATEX (atmosphère explosives)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), daté du 4 décembre 2024.</p> <p>Il est actuellement en cours de transposition des informations du DRPCE concernant les zones ATEX sur le plan des zones à risques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la version mise à jour du plan des zones à risques intégrant l'ensemble des informations issues du DRPCE (délimitation précise des zones ATEX, classification, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 36</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter atteinte à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.</p> <p>Une étude sur le dispositif de protection contre la foudre devra être remis à l'inspection des installations classées (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une Analyse Risque Foudre et d'une Etude Technique du 20 juin 2016.</p> <p>La notice de vérification des protections foudre préconise un contrôle visuel tous les ans et une vérification complète tous les deux ans.</p> <p>Une visite de vérification complète a été réalisée le 21 janvier 2025. Le rapport de contrôle mentionne que les installations paratonnerre existantes sont en bon état de conservation.</p> <p>La vérification visuelle n'a pas encore été réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le contrôle visuel 2026 des installations de protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Prescriptions propres à l'atelier d'entretien de véhicules

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2006, article 40</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Trappes de désenfumages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les trappes de désenfumages situées en toiture doivent être à ouverture automatique, suite à une détection avec la possibilité de commander manuellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les trappes de désenfumages constatées au sein de l'atelier de réparation des bus situées en toiture sont à ouverture automatique associées à une commande manuelle.</p> <p>Le dernier contrôle du bon état de leur fonctionnement a été effectué le 17 novembre 2025.</p> <p>Le rapport de contrôle ne mentionne pas la nécessité de correction particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>